



Uniquement destiné aux médias

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Cancún s'amorce par un appel à l'engagement et au compromis

(29 novembre 2010) – La Conférence de Cancún, Mexique, s'est mise en branle lundi avec un appel à l'engagement et au compromis.

Dans son allocution d'ouverture, le Président mexicain Felipe Calderón a évoqué l'ouragan qui a frappé son pays l'année dernière, ainsi que les inondations au Pakistan et les incendies en Russie de cette année à titre d'exemples de l'incidence de plus en plus marquée des catastrophes naturelles d'origine climatique dont sont déjà victimes les populations les plus démunies et les plus vulnérables.

Exhortant les négociateurs présents à Cancún à intensifier leurs efforts au nom de leurs enfants et petits-enfants, il a déclaré que l'attention du monde entier était tournée vers la réunion.

« Les changements climatiques affectent la vie à la grandeur de la planète. Cela signifie que vous n'êtes pas seuls ici à négocier. Des milliards d'êtres humains sont aussi présents à Cancún à vos côtés, espérant l'aboutissement de vos efforts pour le bien de l'humanité tout entière », a-t-il ajouté.

Cette réunion de deux semaines est la seizième édition de la Conférence des 194 Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la sixième réunion des 192 Parties au Protocole de Kyoto.

La Ministre mexicaine des Affaires étrangères et Présidente de la Conférence, Mme Patricia Espinosa, a affirmé : « Il est maintenant temps d'unir nos forces avant qu'il ne soit trop tard. Et nous n'obtiendrons les résultats escomptés que si nous nous engageons à progresser dans la bonne direction. »

Selon elle, les gouvernements représentés au Mexique sont capables de parvenir à un accord en vue de lancer des actions concrètes dans les domaines de l'adaptation, du transfert de technologies et des forêts et de créer un fonds destiné à financer des projets à long terme visant à lutter contre les effets des changements climatiques.

Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Mme Christiana Figueres, a indiqué dans son discours d'ouverture que les gouvernements étaient de plus en plus convaincus de pouvoir s'entendre à Cancún sur une série équilibrée de décisions au titre de la Convention et du



Protocole de Kyoto. Ce résultat demeure toutefois toujours tributaire de la résolution d'un certain nombre de questions d'ordre politique.

Mais il faut surtout progresser sur le plan des mesures d'atténuation. En 2010, les 37 nations industrialisées et les 42 pays en développement, notamment les plus grandes économies émergentes, ont présenté des objectifs et actions volontaires de réduction ou de limitation des émissions de gaz à effet de serre. Ces promesses doivent être officialisées sans tarder.

Suite à Copenhague, le plus haut responsable des questions relatives aux changements climatiques au sein de l'ONU, Mme Figueres, avait déclaré que les pays industrialisés avaient confirmé au cours de l'année 2010 qu'ils respecteraient leurs engagements de financement rapide dévoilés en 2009. Ceux-ci ont annoncé un financement s'élevant à 28 milliards de dollars et nombre d'entre eux ont commencé à faire connaître la façon dont seraient déboursés ces fonds.

Au titre du Protocole de Kyoto, les questions d'ordre politique comprennent la nécessité d'éviter un « vide » après la première période d'engagement et l'importance de préciser l'avenir du Protocole de Kyoto, ainsi que la poursuite de la participation du secteur privé au-delà de 2012 par l'entremise des mécanismes de marché prévus par le Protocole.

Au titre de la Convention, les questions en suspens sont la responsabilisation pour la réalisation des objectifs et mesures d'atténuation, la mobilisation du financement à long terme, la création d'un fonds à cet effet et l'obligation de rendre des comptes pour les sommes attribuées, ainsi que la notion d'équité qui guidera les efforts d'atténuation à long terme.

« Quand les enjeux sont élevés, le compromis est une attitude avisée qui peut rapprocher les différents points de vue de manière créative. Je suis convaincue que les gouvernements sont en mesure de faire des compromis en vue de parvenir à un résultat concret », a affirmé Mme Figueres. « Ce résultat, à la fois ferme et fiable, doit faire l'objet d'un suivi serré pour la poursuite du processus ».

Près de 15 000 participants, dont des délégués gouvernementaux des 194 Parties à la CCNUCC et des représentants du monde des affaires et de l'industrie, d'organisations environnementales et d'établissements de recherche, assistent à la réunion de deux semaines à Cancún.

## **La CCNUCC**

Avec 194 Parties, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques regroupe pratiquement tous les pays de la planète. Le Protocole de Kyoto, qui en est issu en 1997, compte pour sa part 192 États membres. En vertu de ce dernier instrument, 37 États formés de pays hautement industrialisés et de pays en transition vers une économie de marché sont légalement tenus de limiter et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le but ultime des deux traités est de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui n'interfère pas de manière dangereuse avec le système climatique.